

Stéphane Rozès

Politologue, maître de conférences à Sciences Po Paris.

Malaises dans la mondialisation

- 1 Izquierda Unida est une coalition créée en 1986 par la convergence de plusieurs organisations de gauche, notamment – la plus importante – le PCE.
- 2 Pour une analyse de l'évolution des mouvements sociaux dans l'État espagnol, voir Pastor, J. « La evolución de los nuevos movimientos sociales en el Estado español » en Ibarra, P.-Tejerina, B. (ed.). *Los movimientos sociales*. Madrid : Trotta, 1998. pp. 69-88. Et également : Pastor, J. « Una izquierda alternativa, para qué ? » en Pastor, J. (coord.). *Opciones alternativas*. Madrid : Ediciones La Catarata. pp. 125-156.
- 3 On peut trouver des informations sur ce référendum sur www.consultadeuda.org et www.rcade.org
- 4 Herreros, T. « Introducción: el movimiento okupa a finales del siglo XX » a AAVV *Okupación, represión y movimientos sociales*. Barcelona : Diatriba, 1999. Pp. 13-34.
- 5 García, J. « Okupa » in *Viento Sur* n° 50, pp. 77-80.
- 6 Pour une vision panoramique globale de la radicalisation de la jeunesse, on peut consulter le livre de Naomi Klein, *No Logo* (London : Flamingo, 2000), qui se rapporte à la réalité anglo-saxonne et aux premières étapes du mouvement. Voir également : Aguiton, Ch. *Le monde nous appartient* (Paris : Plon, 2000).
- 7 Cockburn, A.-St. Clair, J.-Sekula, A. *5 Days that shook the world. Seattle and beyond*. (London : Verso, 2000). Pour se familiariser avec les visions stratégiques de certains jeunes militants nord-américains, on se reportera utilement à : Muchala, B. *Student Voices. One Year after Seattle* (Washington Institut for Policy Studies, 2000).
- 8 Voir : Martinez, B. « Where Was the Color in Seattle ? Looking for Reasons Why the Great Battle was So White » in *Monthly Review*, Vol 52, n° 3, 2000. pp. 141-147. Et : Muchala, B. *Op. Cit.*
- 9 Aguiton, Ch. *Op. Cit.*
- 10 Klein, N. « Como una nube de mosquitos » in *Viento Sur*, n° 53, 2000. pp. 57-64.
- 11 Albert, M. « The trajectory of change », 2000 (édition électronique de *Z magazine* : www.zmag.org).
- 12 Pour la dynamique du mouvement aux États-Unis, on peut se reporter entre autres à : La Botz, D. « Moving for global justice » in *Against the current*, Vol. XV n°4, 2000.
- 13 On trouvera divers articles sur cette mobilisation sur le site web de l'hebdomadaire *Green Left Weekly* : www.greenleft.org.au
- 14 Pour une plus large information, consulter le site web de *RTS* : www.reclaimthestreets.net
- 15 Klein, N. *No Logo, op. cit.* ; et Aguiton, Ch. *Op. Cit.*
- 16 Sur les rapports entre mouvements et partis et la nécessité de développer un travail spécifique sur ce terrain, voir : Bensaïd, D. *Le sourire du spectre*. Paris : Michalon, 2000 et Bensaïd, D. *Éloge de la résistance à l'air du temps*. Paris : Textuel, 1998 ; également : Aguiton, Ch. et Corcuff, Ph. « Mouvements sociaux et politiques : entre anciens modèles et enjeux nouveaux » in *Mouvements*, n° 3, 1999. pp.8-18.
- 17 Voir : « Melbourne : la unidad nos dio la victoria » (interviews par Susan Price de différents organisateurs du *S11*) in *Viento Sur*, n° 53, 2000. pp. 83-87.

(Traduit de l'espagnol
par Robert March)

Opinion publique, mouvements sociaux et mondialisation. À la veille du sommet du G8 de

Gênes, deux Français sur trois « approuvaient les mouvements et associations qui manifestaient contre la mondialisation lors des sommets et rencontres internationales »¹. À l'issue de cette rencontre, 66 % éprouvaient de l'« inquiétude » ou de l'« hostilité » à l'égard de la « mondialisation telle qu'elle se passe actuellement ». Seuls 17 % exprimaient de l'« enthousiasme ou de la confiance »². Soit une progression de 5 points de la défiance et une baisse de 11 points de la confiance par rapport à l'attitude lors de la réunion de l'OMC à Seattle³. Déjà, lors du sommet européen de Nice, 55 % des Français éprouvaient de la « solidarité ou de la sympathie à l'égard des contre-manifestants »⁴. Quant à Jacques Chirac, à la veille de Gênes, il appelait dans le *Figaro* à « humaniser la mondialisation » et au cours du sommet il se distinguait des autres chefs d'État du G.8 en prenant en considération les aspirations des manifestants.

L'opinion publique est donc vite devenue un enjeu tactique de la mondialisation, intégré par ses différents protagonistes en amont de l'organisation des sommets internationaux, transformés ces dernières années en caisse de résonance de leur contestation. Mais la question de l'« Opinion » se profile aussi stratégiquement. Certains parmi les critiques de la mondialisation comme chez des mondialistes convaincus, en font l'instance globale de la Société Civile appelée à devenir un contre-pouvoir utile aux marchés financiers. Au couple traditionnel, régulé démocratiquement, politique/économie se substituerait ainsi au plan mondial un vis-à-vis globalisé Opinion/marchés financiers. Souvent, dans les débats publics, ces deux dimensions tactiques et stratégiques de l'Opinion se recouvrent.

Pour éclairer le débat et pour poser de nouveaux jalons de réflexion, il s'avère nécessaire, s'agissant de la notion d'Opinion, de distinguer la question de son attitude à l'égard de la mondialisation à travers le cas français (les données internationales demeurant partielles), de la question plus vaste et ouverte de son impact réel sur le cours des choses et de son aptitude virtuelle à devenir une instance de la mondialisation. La question de l'attitude de l'Opinion à

l'égard de la mondialisation la confronte inévitablement au travail des mouvements sociaux ; et la question de son pouvoir est indexée à celle de la souveraineté démocratique.

Du désenchantement libéral à l'interpellation politique activée par les mouvements sociaux.

Les représentations idéologiques de distance critique de l'opinion à l'égard de la mondialisation⁵ précèdent les manifestations militantes internationales. Mais ces dernières vont en retour changer la nature des représentations de l'Opinion. Pour cette dernière, la perception de la mondialisation joue sur trois registres liés qui questionnent les différentes identités d'un individu : le salarié, le consommateur et le citoyen. Ces identités vont prendre une importance chronologique croissante. La dimension culturelle positive commence par l'emporter, puis la dimension économique et sociale fragilisante domine à partir de 1992-1993 ; enfin, la dimension démocratique émerge aujourd'hui de manière évidente.

La mondialisation est initialement perçue sous l'angle de l'ouverture culturelle au travers des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Internet est ainsi considéré comme le signe tangible d'un « futur souhaitable » en germe dans la société d'aujourd'hui⁶. Dans un contexte marqué par la chute du mur de Berlin et par la libération des peuples de l'Est du stalinisme, elles diffuse les modèles culturels anglo-saxons appréciés des plus jeunes. Aujourd'hui encore, si l'on trouve parmi eux les plus radicaux contre la mondialisation marchande, on y trouve aussi les plus enthousiastes et les plus confiants². De façon générale, 78 % des Français estiment que « la mondialisation favorise les échanges culturels et la communication entre les peuples »³.

Ensuite, les phénomènes économiques au sein de l'hexagone, avec leurs effets sociaux déstabilisants, vont être compris comme trouvant leur origine dans la cause exogène de la « mondialisation ». Dès 1992-1993, dans les entretiens ou réunions de groupe avec les Français, le terme est utilisé comme une notion « valise », une sorte de boîte noire impénétrable pleine de phénomènes dorénavant non maîtrisés. Le consommateur qui profitait des biens culturels et de services marchands meilleur marché, commence à subir en tant que salarié le coût de la nouvelle division internationale du travail. Surtout, il ne comprend plus les logiques économiques à l'œuvre. Les fusions/concentrations et les délocalisations décidées hors de l'hexagone, les licenciements dans les groupes qui génèrent du profit, les phénomènes économiques semblent devenir aléatoires et arbitraires. Le salarié ne parvient plus à faire le lien entre ses investissements personnels, sa rétribution et la pérennité de son emploi dans l'entreprise. La « main invisible du marché » devient « imprévisible »⁵.

Les cadres sont les plus ébranlés idéologiquement par ce renversement de paradigme qui correspond à leur propre décentrement dans l'entreprise. Ils voient leur statut tendanciellement remis en cause par les logiques financières⁷ qu'ils repèrent à travers l'influence des « marchés financiers ». 78 % de l'encadrement estiment ainsi que la « mondialisation accroît les inégalités en ne profitant qu'à certains »⁸.

Cela explique le retour des notions de métier et de « corporatisme » qui expriment l'aspiration à revenir à des logiques économiques permettant de se déployer socialement dans l'espace et professionnellement dans le temps face à des logiques financières contingentes de court terme⁹. Aux yeux de l'ensemble des Français, la mondialisation est certes pourvoyeuse de « croissance » (86 %) et favorable au « commerce international » (78 %), mais elle est jugée responsable non seulement du « sous-développement » de pays dépendants (68 %), mais encore de « l'accroissement des inégalités au sein des pays développés » (73 %)³.

Cette vision du monde explique la « grève par procuration » de l'Opinion lors des mouvements sociaux nationaux d'Air France, des luttes contre le CIP, puis, dans un deuxième temps, lors des mouvements internationaux lors des manifestations de Nice ou Gênes pour interpellier, par sondages interposés, les dirigeants français puis ceux de la planète¹⁰. Il faut souligner que le rapport de l'Opinion à la mondialisation n'est pas théorique. Il ne part pas d'une analyse internationale pour aboutir aux effets nationaux dont on risquerait de pâtir personnellement, mais au contraire empirique ; il s'inscrit d'abord dans les expériences nationales au sein des entreprises, avant d'être rationalisé sous le vocable impressionniste de mondialisation.

La critique de la mondialisation et le soutien aux mouvements sociaux transcende le clivage Capital/Travail et la césure Gauche/Droite et même le fait de posséder ou non des actions. Nul ne se sentant à l'abri, tous participent à l'interpellation³.

Le caractère élargi de cette critique et de la « grève par procuration » de l'Opinion lors des mouvements sociaux ou des manifestations de Seattle, de Nice, ou de Gênes est de nature idéologique – au sens de la représentation du bien commun. Cette critique se situe en deçà du conflit sur la répartition nationale ou internationale de la plus-value qui alimente les mouvements sociaux anti-mondialiste. Elle est première et civilisationnelle. Elle pose, au sein d'une Opinion traversée par les clivages sociaux, la question de la capacité de chaque individu à se projeter sur le moyen et le long terme.

De son côté, le « peuple de Seattle » est lui aussi traversé de contradictions sociales et il pose lui aussi la question universelle du « développement durable ». Il soulève ainsi la question des règles du jeu et du pouvoir mondial. Se

dérobant, celui-ci serait désormais partout et nulle part. C'est pourquoi la mondialisation actuelle ne ressemble à aucune période historique antérieure d'internationalisation des productions et des échanges, qui s'inscrivait plus nettement dans les consciences à partir de la référence à un groupe de nations ou à un empire.

Aujourd'hui, 63 % des Français estiment que ce sont « les marchés financiers qui ont le pouvoir »¹⁰. D'ailleurs, la confiance de l'Opinion dans les instances et les acteurs est inversement proportionnelle à leur pouvoir apparent. La défiance l'emporte envers les « organisations monétaires et commerciales internationales – FMI, OMC, Banque mondiale – (49 %) ; envers le G8 (59 %) ; envers les firmes multinationales (61 %) ; envers les « marchés financiers » (63 %) et les États Unis (71 %) »². La « confiance » pour faire que « la mondialisation aille dans le bon sens » l'emporte en ce qui concerne « l'ONU » et l'Union européenne (59 %), ou les « syndicats et mouvements sociaux de salariés » ; après les violences de Gênes, elle est partagée en ce qui concerne les « associations et ONG » (44 %).

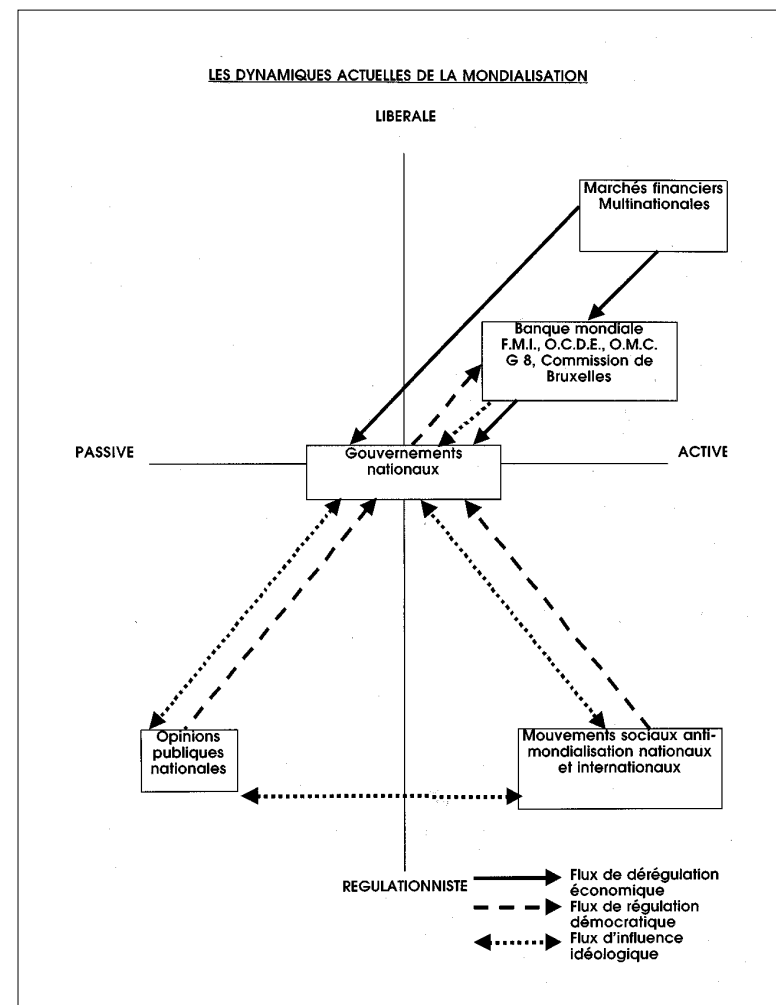
Mais, et c'est là un point décisif, les mouvements anti-mondialiste de Seattle ont eu un effet d'accélérateur psycho-politique sur l'Opinion, faisant apparaître la troisième dimension de la mondialisation après les dimensions culturelles et économiques : sa dimension citoyenne. Ces mouvements rompent avec un certain fatalisme.

Avant les mobilisations anti-mondialistes, prévalait dans l'idéologie et les représentations dominantes l'idée que la globalisation économique se déployait selon des logiques implacables, que le salariat devenait secondaire dans les processus de production, et que les peuples étaient contournés par les marchés. Après la chute du Mur de Berlin, la mondialisation ne posait plus la question du « meilleur monde possible » et de la « grande promesse », elle était censée enregistrer seulement le « seul monde possible » et entériner le règne tautologique du « c'est comme cela » parce que c'est ainsi¹¹. Hans Tietmeyer, le Président de la Bundesbank, ne martelait-il pas que « les gouvernements doivent comprendre qu'ils sont sous le regard des marchés financiers »¹². En retour, 73 % des Français estiment que « la mondialisation affaiblit la démocratie en rendant les gouvernements plus dépendants des marchés financiers »¹³.

En paralysant le pays, les mouvements de l'hiver 1995 ont prouvé que le salariat existe toujours, et les manifestants anti-mondialisation, en assiégeant le sommet de Seattle, ont désigné un lieu de pouvoir, publicisé les enjeux des négociations internationales et, en paraissant bloquer les négociations de l'OMC, montré que les peuples aussi existent encore.

Le pouvoir de l'opinion indexé sur celui des souverainetés démocratiques

Le cas Seattle a été révélateur pour l'opinion du jeu d'influences internationales diverses qui peut être grossièrement résumé par le graphique ci-dessous. La globalisation capitaliste peut être caractérisée par le fait que la ressource décisive, les marchés financiers, pèse objectivement au travers des grandes institutions bancaires, commerciales, et autres directoires des grandes puis-



sances, pour déréguler les rapports sociaux et remettre tendanciellement en cause les prérogatives économiques et sociales des États-Nations accumulées par un long travail démocratique – associé en France à l'idée de la République. Lorsque le capitalisme se sentait menacé, il pouvait échanger dans ce cadre une prospérité relative et des droits sociaux contre le ralliement consensuel du plus grand nombre au système établi¹³. Les nations, qui constituaient autrefois le point de départ des processus de mondialisation, sont ainsi devenues des obstacles.

D'autre part, chaque opinion influence idéologiquement les gouvernants qui dépendent nationalement, en dernière instance, lors des rendez vous électoraux, de la même unité de compte : « le sondé – citoyen ». Mais ces mêmes gouvernants sont pris dans une contradiction qui éclaire la « crise du politique ». Élus, ils doivent dorénavant prendre en compte politiquement les aspirations idéologiques interventionnistes de leur Nation pour assurer des demandes de « droits créances » exponentielles, alors leurs États insérés dans la mondialisation accompagnent la dérégulation libérale. Ils ont externalisé sur des instances internationales – ou prétendues indépendantes - le soin de gérer cette tension. La contradiction démocratique majeure de la mondialisation est que l'opinion publique nationale réclame le contraire de ce que fait l'État, sans qu'un nouvel espace démocratique souverain ne soit mis en place au plan international. Tel est le fondement profond depuis deux décennies de la crise du politique et de l'abstention électorale¹⁴.

À travers Seattle, les mouvements sociaux ont mis à nu devant l'Opinion les enjeux et les acteurs de la mondialisation, activant politiquement la critique latente anti-libérale.

45 % des Français estiment que « les gouvernements peuvent, s'ils le veulent, changer la façon dont se fait la mondialisation », 30 % « qu'ils peuvent l'aménager », et 21 % seulement qu'« ils ne peuvent pas réellement agir »². À la veille de Gênes, 76 % estimaient qu'« il n'y a pas suffisamment de règles dans l'économie pour protéger les individus » (+11 points en un an). Cela concerne d'abord « l'environnement » (85 %, + 6 points), « les marchés financiers » (66 %, + 11 points), « les droits des salariés » (64 %, + 3 points), la « sécurité alimentaire (62 %, + 9 points), le commerce international (55 %, + 4 points). Par ailleurs, 54 % estimaient que l'Union Européenne ne protège pas la France des effets négatifs de la mondialisation »¹. Le sens de cette interpellation est régulationniste et anti-libéral à l'égard des gouvernants.

Pour reprendre l'expression utilisée à l'époque, le « vampire » exposé à la lumière crue du jour par le « peuple de Seattle » n'est pas un gouvernement mondial faisant face à une opinion publique internationale, mais chaque gouvernement national exposé au regard de son opinion publique et confronté à

sa contradiction dans son espace démocratique souverain. Placés face à cette contradiction et à confrontés à leur propre externalisation internationale ou bureaucratique, les gouvernements européens ont ainsi été dans l'obligation de demander au commissaire européen Lamy d'être ferme à Seattle.

Le pouvoir des opinions nationales ne dépend cependant pas de leur publication ou du travail de justification communicationnelle à leur égard. Plus les gouvernements ont délégué leurs attributions à des instances non démocratiques, plus ils doivent se justifier¹⁵. Le pouvoir de l'opinion dépend de sa capacité effective, conjuguée à celle des mouvements sociaux, à remettre les gouvernements sous le regard des citoyens en exigeant qu'ils se réapproprient le cours des choses. Certains, dont les dirigeants français depuis le début de la décennie et notamment Jacques Chirac à Gênes, pour rompre l'isolement français en Europe et face aux États-Unis, surfent sur la vague de « l'anti-hégémonisme américain » majoritaire dans l'opinion depuis la chute du Mur, afin de peser dans le concert des nations comme on le disait jadis.

La posture consiste à jouer sur l'espace relatif entre États-Unis et Mouvements sociaux-Opinions publiques (comme autrefois de l'équilibre Est-Ouest) pour faire avancer les positions européennes sur l'AMI ou l'OMC. La construction de la mondialisation est ouverte. Les logiques des marchés remettent en cause la civilisation dans la mesure où leurs arbitrages internationaux se font suivant des logiques de court terme dont le consommateur et l'épargnant peuvent profiter dans l'immédiat, mais dans lesquelles le salarié, l'individu, ne peut plus projeter son avenir ni celui de ses enfants¹⁶. Seul le citoyen peut poser le problème civilisationnel pour tous et sortir de la schizophrénie « loftstorienne ».

Les opinions publiques et, dans une moindre mesure, les mouvements sociaux en sont encore, au plan international, encore au stade des cris et des protestations des « populaces » qui craignent pour leur avenir et veulent contrôler les lois divines des marchés. Mais le caractère universel et prometteur du front multiple des « jacqueries » anti-mondialisation et des « humeurs » des opinions publiques réside dans la recherche du développement durable de la planète et dans la possibilité de maîtriser le devenir social des individus. Ce front en constitution interpelle le politique qui, seul, avec ses contrats sociaux, ses rendez-vous, ses arbitrages rapprochant lieux de décision et lieux de pouvoir réel, pouvoir temporel et fini des sociétés et pouvoir céleste des marchés, permet de poser la question des fins et du long terme.

- 1 Sondage SOFRES-*Le Monde*, 12-13 juillet 2001.
- 2 Sondage CSA-*Humanité*, 30 juillet 2001.
- 3 Sondage CSA-*Marianne*, 8 au 10 novembre 1999.
- 4 Sondage CSA-*Huma-Hebdo*, 6 et 7 décembre 2000.
- 5 « Le désenchantement libéral », Stéphane Rozès in *L'état de la France 1993-1994*, La Découverte 1993.
- 6 Sondage CSA - Ernst & Young -Conseil Économique et Social, « Biennale du Futur » 26-27 septembre 2000.
- 7 « La société des capitaux contre l'entreprise », débat entre Daniel Bachet et S. Rozès, in *Économie et Politique*, janvier 2001. « Les cadres décrochent », Stéphane Rozès, in *Le Monde des Débats*, janvier 2000.
- 8 Sondage CSA-UCC CFDT-Mouvement des Cadres Chrétiens-auprès des cadres, 14-15 novembre 2000.
- 9 « Modernité du Corporatisme », Jacques Capdevielle, Presses de Sciences-Po, 2001.
- 10 « La grève par procuration de l'Opinion à l'égard des mouvements sociaux révèle un nouveau cycle idéologique », in *Travail salarié et conflit social*, sous la direction de Michel Vakaloulis, PUF, 1999.
- 11 « Mondialisation cherche idéologie dominante désespérément », Stéphane Rozès, in *L'état de la France 2000-2001*, La Découverte, 2000.
- 12 « Les Marchés contre l'Opinion », E. Dupin, S. Herr, *Libération*, 7 décembre 1995.
- 13 Dix ans après la chute du Mur de Berlin, le terme « capitalisme » inspire majoritairement de la défiance aux Français, Italiens, Allemands, Russes, Polonais, Hongrois (Sondage CSA-Courrier International, octobre 1999).
- 14 « Pourquoi la politique est-elle en crise ? » Stéphane Rozès, *Libération*, 26-08-1994.
- 15 « Le pouvoir de l'Opinion publique ? » Stéphane Rozès, AGIR, Revue générale de stratégie n° 6, Hiver 2000.
- 16 « Les citoyens face à la Gouvernance », Stéphane Rozès, Colloque de Cérisy, Prospective pour une gouvernance démocratique, Éditions de l'Aube, mars 2000.

Métamorphoses impériales

